

Le Bureau verra à conseiller et à venir en aide aux sociétés canadiennes qui traiteront avec les banques de développement situées à Washington, et à recenser ainsi qu'à donner suite aux possibilités de financement conjoint dans les secteurs et sur les marchés qui intéressent le Canada.

Le Bureau servira également de centre d'information et de service pour les Canadiens des secteurs public et privé qui multiplient les démarches auprès de ces institutions financières ainsi que de point de contact des missions canadiennes à l'étranger désireuses d'obtenir des renseignements sur les projets financés par la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement.

Grâce à des contacts périodiques avec les représentants des deux banques et à l'analyse des documents qu'elles publient, le Bureau pourra recueillir des renseignements sur les possibilités d'achat et de financement conjoint, les évaluer en tenant compte des secteurs et des marchés qui intéressent le Canada, puis communiquer ces renseignements pertinents aux parties intéressées.

Il mettra sur pied et tiendra à jour une base de données sur tous les projets qu'il aura recensés.

Disposant d'une vaste connaissance de l'organisation, des procédures et des activités de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement, le Bureau conseillera les sociétés canadiennes désireuses d'élaborer des stratégies de commercialisation et leur fournira avis et conseils à toutes les étapes du cycle d'achat.

Il surveillera également les activités d'achat d'autres grands pays donateurs et recommandera des mesures pour améliorer le bilan du Canada.

Le Bureau participera à des colloques réunissant les milieux d'affaires et des représentants du secteur public, au cours desquels seront annoncées les activités des banques, et fournira des conseils sur leur structure, leur fonctionnement et leurs pratiques en matière d'appels d'offre.

Il renseignera également les IFI sur les divers instruments qu'offre le Canada, y compris l'utilisation des services d'assurance et de financement de la SEE, les programmes de l'Agence canadienne de développement international et le mécanisme de la Corporation commerciale canadienne pour les contracts de gouvernement à gouvernement.